

Communiqué de presse

En ce début d'année 2019, Macron et son gouvernement, au regard des faits, se sont lancés dans une stratégie d'escalade de la tension avec le peuple français, en donnant des consignes de rigueur disproportionnées aux forces de l'ordre et en jetant « en même temps » de l'huile sur le feu par des déclarations provocatrices.

Les vœux formulés par Macron lâchant d'un air bravache la formule de « foule haineuse », les propos de Bruno Le Maire assurant que le quinquennat allait « maintenant entrer dans le dur » des réformes, ou encore la déclaration de Benjamin Griveaux selon laquelle « nous devons être encore plus radicaux dans nos méthodes », sont autant de propos de croque-mitaine qui ne peuvent avoir d'autre conséquence que d'envenimer une situation déjà explosive.

L'aveuglement de Macron et sa stratégie incendiaire semblent avoir eu raison des dernières hésitations de plusieurs de ses conseillers qui, en ce début 2019, ont préféré filer à l'anglaise plutôt que de cautionner plus avant les décisions funestes d'un **Président solitaire, qui « n'écoute personne »** à en croire [les confidences inquiètes de certains de ses plus proches collaborateurs](#).

La liste des violences graves et des violations du droit de manifester commises par le régime d'Emmanuel Macron commence, en effet, à être longue.

Sans compter les blessés légers, **l'affreux décompte des tués et blessés graves, handicapés à vie**, du fait des violences gouvernementales s'établit comme suit, d'après le site [« desarmons.net »](#):

- 1 personne a été tuée (grenade lacrymogène),
- 4 personnes ont eu la main arrachée (grenades GLI F4),
- 12 personnes ont été éborgnées (balles de LBD 40),
- 1 personne a perdu définitivement l'audition (grenade).

On imagine les déclarations indignées qu'aurait formulées le même Macron si de telles exactions contre une population désarmée avaient été commises, sous d'autres cieux, par des « régimes » ne plaisant pas aux forces qui ont propulsé Macron à l'Élysée.

L'UPR rappelle que, [selon les médias](#), la France est le seul pays d'Europe à utiliser la grenade explosive GLI F4, extrêmement controversée en raison des dommages irréparables qu'elle entraîne sur ses victimes. MM. Macron et Castaner auraient dû bannir cet armement depuis longtemps au lieu d'y avoir massivement recours.

Il faut ajouter à ces violences les entraves à la liberté de manifester orchestrées par M. Castaner, notamment les « [arrestations préventives](#) » massives et les contrôles destinés à empêcher les « Gilets jaunes » de se rendre sur les lieux de rassemblement ([voir ici](#) par exemple).

Quoi qu'il en soit, **le ministère de l'intérieur a été contraint lui-même de reconnaître en fin de journée que le nombre de manifestants a doublé depuis la semaine précédente, ce qui est l'exact contraire de la communication recherchée par le gouvernement.** Et même si la guerre des chiffres fait rage entre 50 000 manifestants d'un côté (ministère de l'Intérieur) et 300 000 manifestants de l'autre ([syndicat de Police en colère](#)), ce qui importe est que **le mouvement est reparti et qu'il est absolument implanté sur tout le territoire français.** Les images et vidéos vérifiées sur les réseaux sociaux parlent d'elles-mêmes.

Au bilan des violences gouvernementales, il faut encore ajouter les atteintes à la liberté de la presse et à l'intégrité physique des journalistes. Confiscation de matériel, tirs de Flashball dans le dos ou dans la tête, coups de matraque répétés : au 14 décembre dernier, ce ne sont pas moins de [24 journalistes](#) qui ont annoncé vouloir porter plainte pour violences policières.

Les conditions de travail des journalistes de terrain sont devenues, de fait, extrêmement difficiles également à cause du rejet dont la plupart font l'objet de la part des « Gilets

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro jaunes~~ ». Ces derniers dénoncent le parti-pris et la diffamation des grands médias à leur encontre et les amalgament avec les éditorialistes pro-Macron qui ont table ouverte dans les médias et carte blanche pour dénigrer en permanence les manifestants.

L'UPR met solennellement en garde les Français contre le régime Macron qui piétine les libertés fondamentales, notamment le droit de manifester, et qui, par son jusqu'au-boutisme, son sentiment de toute-puissance et son mépris de la réalité, met de plus en plus les forces de l'ordre en porte à faux vis-à-vis du peuple, et au final menace gravement la paix civile.

L'UPR tient à souligner à cet égard que les forces de l'ordre ont également enregistré des blessés et que de nombreux policiers, coincés entre leur devoir professionnel et la force montante du soulèvement populaire, tentent avec difficulté d'exercer leur métier avec le calme et le discernement nécessaires.

Macron et les siens prétendent incarner et défendre la République et la démocratie. Mais c'est l'inverse exact qui est vrai. La parole de l'exécutif, qui inverse en permanence le sens des mots, est devenue insupportable d'hypocrisie, de mensonge et de manipulation.

En se conduisant comme un dictateur, Macron agit comme un adversaire de la République. Les Français doivent redouter que la situation explosive, créée par le Président de la République en parfaite connaissance de cause, ne serve à ce dernier de prétexte pour s'accorder les pleins pouvoirs au titre de l'article 16 de la Constitution.

L'UPR appelle donc les « Gilets jaunes » et, plus largement, les Français à rester calmes et pacifiques, et à refuser toute violence, c'est-à-dire à refuser d'entrer dans le jeu irresponsable de Macron, Castaner et des casseurs, cogneurs et provocateurs de tous bords qui s'évertuent à semer les ferments d'une guerre civile.

Outre les manifestations pacifiques hebdomadaires et l'occupation paisible des ronds-points, les voies pacifiques à privilégier sont le droit de grève et le déclenchement de la procédure de destitution de Macron, comme notre Constitution en offre la possibilité.

Comme l'a démontré l'UPR dans un dossier devenu viral sur Internet, Macron viole en effet la Constitution massivement sur [13 points différents](#), à quoi s'ajoutent des soupçons de financements illicites et d'obstruction à la justice. C'est l'arme juridique qui peut permettre aux Français d'obtenir légalement et sereinement le départ de Macron,

L'UPR appelle donc les Français à se saisir de ce dossier et à demander sans relâche à leurs députés et sénateurs le lancement de la procédure de destitution de Macron en application de l'article 68 de la Constitution.

L'UPR exhorte en particulier les députés de l'opposition à faire leur devoir en se joignant à cette demande qui apparaît de plus en plus comme la seule voie pacifique pour éviter le chaos.

Quelles nouvelles violences policières, quelles provocations gouvernementales supplémentaires, quelles attaques complémentaires contre les Français les plus démunis, et quelles nouvelles violations éhontées de la Constitution par Macron, attendent donc M. Jacob et son groupe de députés Les Républicains, M. Mélenchon et son groupe de députés France Insoumise, M. Chassaigne et son Groupe de la Gauche démocrate et républicaine, Mme Le Pen et ses collègues du Rassemblement national, MM. Dupont-Aignan et Lassalle, pour lancer la procédure de destitution ?

-